



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mars 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association internationale des femmes médecins	3
2. Centre UNESCO de la Catalogne	4
3. Enfants Entraide	5
4. France libertés : Fondation Danielle Mitterrand	6
5. Free Africa Foundation Ghana	7
6. Institut international de droit humanitaire	9
7. International Confederation for Family Support	10
8. International Family Therapy Association	11
9. Japan Fellowship of Reconciliation	12
10. Mental Disability Advocacy Center Foundation	13
11. Temple de la compréhension	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Ukrainian World Congress	16
13. Un Techo para Mi País	17
14. Union internationale contre le cancer	19
15. Union internationale des avocats	20

1. Association internationale des femmes médecins

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

L'Association internationale des femmes médecins est une association de médecins, fondée en 1919, à New York,, pour assurer l'égalité des sexes dans les admissions aux facultés de médecine et une rémunération égale pour un travail égal.

Objectifs et mission

L'Association vise à offrir aux femmes travaillant dans le domaine de la médecine la possibilité de nouer des amitiés et des réseaux de coopération autour de questions liées à la santé et au bien-être, et de surmonter les différences liées au sexe en matière de santé, de soins de santé, et dans la profession médicale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

À travers son site Internet et son bulletin trimestriel, l'Association internationale des femmes médecins promeut, auprès de ses membres et de ses partisans, les activités de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'égalité des sexes, à la violence fondée sur le sexe et aux questions actuelles et émergentes en matière de santé reproductive et de santé de la femme, telles que les mutilations génitales féminines, la chirurgie esthétique génitale féminine et les initiatives de maternité sans risque. Elle prête sa voix aux initiatives en faveur de l'égalité des sexes de « Toutes les femmes, tous les enfants » et de « HeforShe ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association organise et participe chaque année aux différentes réunions d'experts lors des sessions de la Commission de la condition de la femme et des conférences du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales. Ses représentants assistent au débat général annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies et interviennent en qualité d'experts dans divers événements tout au long de l'année.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association internationale des femmes médecins a travaillé avec le Fonds des Nations Unies pour la population à la promotion de l'autonomisation des femmes au niveau national. En sa qualité de membre actif de la conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, elle prend part aux séances d'information hebdomadaires, à la conférence annuelle et aux réunions d'experts. Un plan de travail a été élaboré avec l'Organisation mondiale de la Santé pour appliquer le programme Safe Childbirth Checklist, visant à éliminer la violence fondée sur le sexe, et à sensibiliser à l'accès à la chirurgie et aux traitements reposant sur des preuves scientifiques pour les adolescents.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 5, l'Association a établi un partenariat avec Zonta International et le Rotary Club d'Australie pour fournir des kits d'accouchement sans risque et des échographes aux pays qui n'en disposent pas. Elle est, en outre, activement impliquée dans les travaux d'élaboration de la Safe Childbirth Checklist de l'Organisation mondiale de la Santé.

2. Centre UNESCO de la Catalogne

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Centre UNESCO de la Catalogne a été créé en 1984 pour servir de cadre de rencontre, entre l'UNESCO et la Catalogne, et entre la langue et la culture catalanes et l'UNESCO.

Objectifs et mission

Le Centre nourrit l'ambition d'être une référence dans la gestion de la diversité et s'engage pour le respect des droits de l'homme, la culture de la paix, la pluralité culturelle, la biodiversité et le dialogue entre les cultures. Il a pour mission de « construire des ponts et briser les frontières » en Catalogne, en Méditerranée et entre les plates-formes intergouvernementales, au moyen d'une action interdisciplinaire novatrice reposant sur les principes du développement durable, de la cohésion sociale, de l'identité nationale et de la promotion de la démocratie.

Changements à signaler

Entre 2010 et 2012, le Centre UNESCO de la Catalogne a lancé trois nouvelles initiatives : une école de formation de l'UNESCO, un prix du Centre UNESCO de la Catalogne et un observatoire.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a contribué à des débats, des ateliers, des conférences et des tables rondes autour de thèmes tels que le développement durable, l'éducation, les droits de l'homme, le dialogue interreligieux, la diversité linguistique, le patrimoine. Il a également participé à la traduction et à la publication de 42 documents liés aux activités des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre UNESCO de la Catalogne a pris part aux réunions suivantes :

- La trente-sixième Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue à Paris du 25 octobre au 10 novembre 2011 ;
- La réunion du Groupe des amis de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, à Lisbonne, les 8 et 9 novembre 2011 ; et

- Le Forum « Teaching today » de l'UNESCO et le Prix UNESCO-Hamdan, à Paris, les 6 et 7 octobre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre a conclu un accord de coopération avec l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Les activités comprenaient des séminaires d'experts sur les politiques urbaines et les pratiques créatives pour les migrants, tenus les 28 et 29 avril 2011, et le soutien à la Coalition internationale des villes. Il a également contribué à la présentation des directives générales de l'UNESCO en matière d'apprentissage mobile à Barcelone, en Espagne, en collaboration avec l'UNESCO et la Fondation Jaume Bofill, le 23 septembre 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

3. Enfants Entraide

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Fondée en 1995, Enfants Entraide est une organisation de bienfaisance internationale pour les enfants et un partenaire éducatif. Elle met en œuvre des projets dans huit pays d'Afrique, des Amériques et d'Asie.

Objectifs et mission

L'organisation gère des programmes de collaboration visant à éduquer et à responsabiliser les jeunes. Elle noue des partenariats avec les communautés pour mettre en œuvre le modèle de développement holistique « Adoptez un village », qui se fonde sur cinq piliers pour parvenir à un changement durable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Enfants Entraide s'investit pour améliorer la vie des personnes pauvres, éliminer la faim, la maladie et l'analphabétisme. L'organisation promeut le respect des droits de l'homme et des libertés, et met tout en œuvre pour que les communautés dans lesquelles elle intervient aient accès à l'eau potable, à des soins de santé complets, à une éducation de qualité et à des opportunités génératrices de revenus.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Enfants Entraide a beaucoup travaillé avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a conçu des outils pédagogiques pour sensibiliser les jeunes aux objectifs du Millénaire pour le développement. Elle soutient l'objectif n° 1 à travers un modèle de développement holistique qui crée un changement systémique dans les communautés rurales marginalisées du monde entier. Elle a contribué à l'objectif n° 2 en fournissant un accès à l'éducation par la construction de plus de 1 000 salles de classe dans les communautés partenaires, offrant ainsi à 200 000 enfants la possibilité d'acquérir une éducation. L'organisation travaille à la réalisation de l'objectif n° 3 en mettant tout en œuvre pour que les filles aient un accès égal à l'éducation et pour lever les obstacles qui les empêchent d'aller à l'école. Elle fournit également un encadrement et un mentorat à des groupes de femmes dans les domaines de l'alphabétisation et des compétences de base, de la création de microentreprises, des mathématiques et de la formation commerciale. L'organisation travaille également à la réalisation de l'objectif n° 4 à travers des centres de santé pour soutenir les communautés dans lesquelles elle intervient. En République du Kenya, par exemple, Enfants Entraide a fourni des soins de santé à plus de 48 000 personnes. La maternité de la Clinique Baraka a prodigué des soins pré- et postnatals à plus de 3 000 mères, y compris des services d'échographie et de diagnostic, et a contribué à la naissance de plus de 300 bébés.

4. France libertés : Fondation Danielle Mitterrand

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

La Fondation France Libertés a été créée par Danielle Mitterrand en 1986. France Libertés, fondation reconnue d'utilité publique à but non lucratif s'est donnée pour mission de défendre les droits humains et les biens communs du vivant. Depuis sa création, France Libertés soutient la résistance des peuples et des individus opprimés, les minorités non représentées par les États et ceux qui n'ont pas voix au chapitre.

Objectifs et mission

La Fondation œuvre pour faire reconnaître et respecter les droits de l'homme à travers le monde. Pour remplir cet objectif, France Libertés s'engage à soutenir des initiatives de terrain porteuses de solutions et de changement, plaider pour rendre les droits humains effectifs et sensibiliser pour former, informer et mobiliser les citoyens.

Changements à signaler

Le Conseil d'administration de France Libertés a élu un nouveau président à la tête de la Fondation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Accompagnée de partenaires du monde entier, France Libertés transmet au Conseil des droits de l'homme, aux rapporteurs spéciaux et à d'autres membres du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ses inquiétudes quant à des violations ou menaces fortes sur les droits humains. France Libertés agit au sein des Nations Unies en menant une réflexion approfondie pour construire un plaidoyer coopératif (participation et organisation d'évènements parallèles, déclarations écrites, organisation de rencontres entre société civile et experts, rencontre avec les hauts représentants des États) et en étant une force de proposition auprès des pouvoirs publics et des organisations internationales pour des solutions concrètes et réalistes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2011 et 2014, France Libertés a participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme à l'exception de la dix-septième session à Genève. Plusieurs déclarations écrites et orales ont été présentées et divers évènements parallèles organisés sur les thématiques suivantes, entre autres : biopiraterie, gouvernance mondiale des migrations, grands barrages, droit à la consultation, gaz de schistes, droits des peuples autochtones aux terres, territoires et ressources, le droit à l'eau et la situation dans les camps de réfugiés en Iraq. Elles ont touché des territoires variés, tel que le Bangladesh, le Brésil, le Chili, le Maroc, l'Ouganda, le Pérou, la Région autonome de République populaire de Chine, la République Démocratique du Congo, la République d'Iraq, la Roumanie, le Sahara occidental, et le Tibet, entre autres.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a entretenu des contacts suivis tant avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève qu'avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme avec lesquelles elle entretient une collaboration étroite agissant en tant qu'intermédiaire pour la transmission de données fiables qui lui parviennent des organisations sur le terrain et avec lesquelles elle interagit via des réponses aux questionnaires lancés par certains rapporteurs.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation est davantage engagée sur la réduction de la pauvreté et la défense de l'environnement, que ce soit à travers le soutien à des projets de terrain participant à ces objectifs (défense et promotion du droit à l'eau, protection des ressources en eau face aux activités extractives) ou par des actions de sensibilisation et plaidoyer à l'échelle française, internationale et onusienne.

5. Free Africa Foundation Ghana

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Free Africa Foundation Ghana est une organisation non partisane créée pour lutter contre la pauvreté et pour améliorer la qualité de vie sur le continent africain.

Objectifs et mission

La Fondation entend libérer les Africains de la servitude intellectuelle, leur donner les moyens de prendre en charge leur propre destin et de concevoir des solutions africaines aux problèmes de l'Afrique; défendre et protéger les libertés intellectuelles, politiques, économiques et religieuses; résister à l'imposition d'idéologies et de systèmes étrangers à l'Afrique; et fournir une « contribution africaine » dans les instances internationales et dans la formulation des politiques (d'aide) occidentales mises en œuvre en Afrique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Free Africa Foundation Ghana a mené des campagnes de sensibilisation sur la lutte contre le paludisme et son éradication, et sur la dyslexie. Elle a signé un mémorandum d'entente avec Yankee Charitable Organization pour intervenir dans le domaine du développement communautaire; fournir de l'eau potable aux communautés dans le besoin dans certaines zones rurales d'Accra; et installer des forages dans les zones défavorisées de la région centrale du Ghana. La Fondation a mis du matériel de couture neuf et de l'argent à la disposition des personnes âgées et des orphelins pour les activités de confection de vêtements. Elle a également organisé une distribution de denrées alimentaires pour renforcer la nutrition des membres de la communauté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n° 2 et 4 en organisant des cours de formation professionnelle gratuits à l'intention des élèves du cycle primaire, et une formation en planification familiale au profit des femmes enceintes. Elle a contribué à faire en sorte que chaque enfant ait accès à l'école dans ses zones d'intervention. Free Africa Foundation Ghana a créé une subvention pour l'alimentation qui prend en charge les repas scolaires. Elle a également collaboré avec Yankee Charitable Organization pour veiller à ce que la vie de la mère et de l'enfant soient protégées pendant l'accouchement.

6. Institut international de droit humanitaire

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

L'Institut international de droit humanitaire a été fondé en 1970. Son siège se trouve à Sanremo, en Italie, et il a un bureau de liaison à Genève.

Objectifs et mission

L'Institut a pour but principal de promouvoir et de sensibiliser aux questions relatives au droit international humanitaire, aux droits de l'homme, au droit des réfugiés et aux questions connexes applicables aux conflits armés terrestres, aériens et maritimes. Il s'est doté d'un programme de formation bien conçu à l'intention du personnel militaire, des avocats, des pouvoirs publics, des représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres parties concernées. L'Institut soutient également la recherche et publie les résultats de nouveaux développements dans son domaine d'activités. Il s'emploie à démontrer les liens qui existent entre le droit humanitaire, le droit relatif aux droits de l'homme et le droit des réfugiés, et la relation d'interdépendance qui les unit.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chaque année, l'Institut international de droit humanitaire organise des sessions de formation et de perfectionnement dans le domaine du droit international humanitaire, des droits de l'homme, du droit des réfugiés, et du droit de la migration à l'intention du personnel militaire, des pouvoirs publics, des diplomates, des experts, des représentants d'organisations non gouvernementales et des étudiants du monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut participe régulièrement aux sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et aux réunions organisées par l'Office des Nations Unies à Genève, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 1982, l'Institut international de droit humanitaire entretient une coopération fructueuse avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

7. International Confederation for Family Support

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

International Confederation for Family Support collabore avec les organisations membres autonomes en faveur des femmes, des enfants et de la famille. La Confédération a été établie en 1995 et son siège se trouve à Buenos Aires. Elle compte 1 004 centres autonomes en Afrique, dans les Amériques et en Asie.

Objectifs et mission

La Confédération vise à éradiquer la pauvreté et à promouvoir les enfants, les femmes et les familles comme fondement de la société.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

International Confederation for Family Support outille de nouveaux leaders sociaux pour établir des centres dans leur communauté respective, en vue de lutter contre la malnutrition; réduire les taux d'abandon scolaire; et lutter contre la consommation de drogues, l'alcoolisme, le VIH/sida, la violence, le trafic d'enfants et d'organes humains, la prostitution, le travail des enfants, et d'autres formes d'exploitation et abus. Elle célèbre chaque année la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Journée internationale des personnes âgées dans tous ses centres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, les représentants de la Confédération ont pris part au débat annuel consacré aux activités opérationnelles du Conseil économique et social au mois de février et aux sessions de la Commission de la condition de la femme au mois de mars.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

8. International Family Therapy Association

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

International Family Therapy Association est une association professionnelle regroupant les thérapeutes conjugaux et familiaux.

Objectifs et mission

L'Association organise des conférences internationales pour promouvoir, renforcer et améliorer la qualité de la thérapie familiale et des relations au sein des familles. En collaboration avec d'autres professionnels et organisations du monde entier, elle promeut également la formation continue en élaboration de normes internationales de qualité pour les thérapeutes conjugaux et familiaux afin de leur donner les moyens de mieux aider les familles dans les communautés où ils interviennent.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

International Family Therapy Association organise chaque année le Congrès mondial de thérapie familiale, qui réunit plus de 300 délégués de plus de 25 pays. Elle a également créé la Commission internationale semi-autonome d'accréditation pour la formation en thérapie systémique en vue de contribuer à l'élaboration de normes mondiales en matière de programmes de formation en thérapie familiale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a pris part à plusieurs réunions sur les crises sanitaires dans le monde, organisées par divers organismes des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Quoiqu'axées sur l'amélioration de la vie familiale, toutes les activités d'International Family Therapy Association étaient directement liées à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

9. Japan Fellowship of Reconciliation

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Japan Fellowship of Reconciliation, « Nihon Yuwa-kai » en langue japonaise, est une organisation de défense de la paix qui mène diverses actions non-violentes en coopération avec le National Christian Council in Japan et d'autres organisations.

Objectifs et mission

L'organisation emploie des méthodes non-violentes pour construire la paix dans le monde. Elle parraine des réunions de discussion sur des questions relatives au maintien de la paix, et organise des conférences mensuelles, ainsi qu'une assemblée annuelle dans différentes régions du Japon.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Japan Fellowship of Reconciliation a présenté des rapports officiels sur la discrimination à l'égard des enfants étrangers au Japon, notamment sur le droit à l'éducation des enfants étrangers, les lois relatives à l'éducation japonaise et le rétablissement de la dignité humaine des victimes survivantes du système des femmes de réconfort au Japon, à la quarante-neuvième session du Groupe de travail de présession du Comité des droits économiques, sociaux et culturels du 21 au 25 mai 2012, et à la cinquantième session du Comité du 29 avril au 17 mai 2013. Elle a également présenté des rapports sur la responsabilité juridique du gouvernement japonais dans l'indemnisation des victimes de l'esclavage sexuel militaire, les « femmes de réconfort », et sur la discrimination à l'égard des enfants étrangers en matière de droits à l'enseignement obligatoire à la cent-onzième session du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du 7 au 25 juillet 2014. L'organisation a plaidé pour que le Gouvernement japonais ratifie à titre prioritaire le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Japan Fellowship of Reconciliation a pris part aux quarante-huitième et cinquantième sessions du Groupe de travail de présession du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui se sont tenues du 21 au 25 mai 2012 et du 29 avril au 17 mai 2013, respectivement. Elle a également participé à la cent-onzième session du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 7 au 25 juillet 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

10. Mental Disability Advocacy Center Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Mental Disability Advocacy Center Foundation est une organisation internationale de défense des droits de l'homme qui intervient en Europe et en Afrique.

Objectifs et mission

L'organisation promeut l'égalité, l'inclusion et la justice pour les personnes souffrant de déficiences intellectuelles et de problèmes de santé mentale dans le respect du droit. Sa vision est celle d'un monde où les différences émotionnelles, mentales et d'apprentissage sont valorisées de manière égale; où l'autonomie et la dignité inhérentes à chaque personne sont pleinement respectées; et où toutes les personnes exercent leurs droits sans aucune forme de discrimination.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Mental Disability Advocacy Center Foundation a contribué de manière régulière aux activités de l'Organisation des Nations Unies à travers un certain nombre de moyens, notamment :

- La soumission de rapports officiels, aux organes conventionnels des Nations Unies souvent en collaboration avec des coalitions nationales d'organisations non gouvernementales et des organisations de personnes handicapées;
- L'envoi de réponses aux consultations des organes conventionnels, en particulier les travaux de la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies;
- Des contributions à l'examen périodique universel sur la République de Croatie;
- Un exposé présenté au Comité contre la torture des Nations Unies sur des questions telles que le placement en institution, l'hospitalisation sans consentement, le traitement forcé et l'utilisation de pratiques coercitives en psychiatrie; et
- Le lancement d'un projet d'envergure à l'échelle européenne sur le développement de l'accès à des indicateurs de justice en vertu de l'article 13 de la Convention, à l'égard des enfants handicapés mentaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Mental Disability Advocacy Center Foundation a pris part à la cinquième session du Comité sur les droits des personnes handicapées à Genève en avril 2011, au cours de laquelle elle a diffusé une publication de 60 pages portant sur l'architecture du changement et lignes directrices concernant l'article 33 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Elle a

participé à la Conférence des États parties à la Convention qui s'est tenue à New York au en septembre 2011. Du 7 au 10 octobre 2014, elle a participé au Groupe de travail de présession du Comité des Nations Unies sur la Convention, au cours duquel elle a fourni des informations écrites et orales concernant la conformité de la République tchèque à la Convention.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a bénéficié de subventions du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Elle a entrepris un projet de recherche et de surveillance étendue dont les conclusions font l'objet d'un rapport publié en 2015, sur les droits fondamentaux des personnes handicapées mentales en République de Moldova, en collaboration avec le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées et la délégation de la République de Moldova auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Mental Disability Advocacy Center Foundation a fourni des informations et présenté des exposés au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté relatifs à une mission de pays en République de Moldova en septembre 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a plaidé pour l'enseignement primaire inclusif et gratuit pour les enfants handicapés, notamment en Europe centrale et de l'Est. Elle a promu l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes handicapées en République de Moldova, y compris à travers le contrôle des conditions dans les hôpitaux psychiatriques, la fourniture d'informations sur les droits sexuels et reproductifs au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et la formation des femmes handicapées au suivi systématique des droits de l'homme.

11. Temple de la compréhension

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Le Temple de la compréhension est l'une des plus anciennes organisations interconfessionnelles des États-Unis d'Amérique qui intervient actuellement sur les questions relatives à l'environnement, aux femmes et à l'éducation. Depuis cinquante ans, l'organisation a établi des partenariats avec d'autres organisations sur des questions telles que les droits de l'homme, la justice écologique et la compréhension entre les religions.

Objectifs et mission

L'organisation promeut la paix à travers l'éducation et la compréhension interconfessionnelle de la différence religieuse, ainsi que la construction d'un avenir durable grâce à la coopération interreligieuse.

Changements à signaler

Le Temple de la compréhension a déménagé son siège social au Church Center des Nations Unies, à New York.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Temple de la compréhension évoque les activités de l'Organisation des Nations Unies à diverses conférences et événements de réseau auxquels participent ses représentants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation tient des événements parallèles à la session annuelle de la Commission de la condition de la femme à New York, et commandite des présentations de conférenciers. Elle contribue aux événements de la Semaine annuelle de l'harmonie interconfessionnelle des Nations Unies et prend une part active à l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York. Elle a organisé deux événements parallèles à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Elle est intervenue lors des dixième et douzième sessions du Groupe de travail des Nations Unies sur les objectifs de développement durable qui se sont tenues le 2 avril 2014 et du 16 au 20 juin 2014. L'organisation poursuit sa contribution active aux Objectifs de développement durable pour l'après-2015 à travers la participation au grand groupe des femmes, et collabore avec d'autres organisations non gouvernementales et aux grands groupes de jeunes et des peuples autochtones.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Des représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Programme des Nations Unies pour le développement ont pris la parole lors d'événements organisés par le Temple de la compréhension. L'organisation a été invitée en qualité de conférencier au débat thématique initié par le Président de l'Assemblée générale sur l'eau, l'assainissement et l'énergie durable dans le Programme de développement pour l'après-2015, les 18 et 19 février 2014. Elle a également participé à la rédaction du document final de la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales intitulée « 2015 et au-delà : notre programme d'action », du 27 au 29 août 2014. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a invité l'organisation à élaborer des programmes pour la Journée annuelle de la Terre, et à engager des discussions avec la société civile en prélude à la Conférence de Rio+20.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Temple de la compréhension travaille principalement sur les objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 2, 3 et 7. Dans le cadre de ses travaux dans le domaine de l'éducation, elle a dispensé un cours sur la non-violence dans les établissements d'enseignement publics sur toute une année académique, qui s'est achevée par un séminaire d'une journée aux Nations Unies, et un cours similaire sur les questions environnementales. Le programme de stage est aussi un effort éducatif unique. D'autres activités visent à éduquer les adultes aux questions de diversité et de compréhension entre les religions, et aux questions environnementales. Les

activités de l'organisation en matière d'autonomisation des femmes comprennent une participation active au grand groupe des femmes ainsi que la participation annuelle et des présentations aux sessions de la Commission de la condition de la femme.

12. Ukrainian World Congress

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Fondé en 1967, Ukrainian World Congress est l'organisme international de coordination des communautés de la diaspora ukrainienne et qui défend les intérêts de plus de 20 millions d'Ukrainiens. L'organisation compte des organisations membres dans 34 pays et entretient des liens avec les Ukrainiens dans 14 autres pays.

Objectifs et mission

L'organisation encourage la solidarité et défend les intérêts des Ukrainiens à travers le monde; promeut la démocratie et les droits de l'homme dans le monde, notamment le suivi des processus démocratiques; et coopère avec les États, les nations, les organisations et les individus, pour atteindre les objectifs ci-dessus dans un esprit de paix, de liberté, d'égalité et de justice.

Changements à signaler

Ukraine World Congress a créé sa mission en Ukraine en 2014.

Contribution à des activités des Nations Unies

Ukrainian World Congress met l'accent sur la protection et la défense des droits des minorités humaines et nationales; l'inviolabilité des frontières de l'État; la promotion de la démocratie; le suivi des élections présidentielles et législatives; l'aide humanitaire à l'Ukraine; la reconnaissance internationale de la Grande Famine de 1932-1933 et la lutte contre la traite d'êtres humains. Chaque année, l'organisation commémore la journée des droits de l'homme et elle s'est félicitée de la célébration de la première journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains par les Nations Unies. Elle a également organisé des événements au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York en collaboration avec la Mission permanente de l'Ukraine à l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à une session du Conseil de sécurité des Nations Unies, le 13 mars 2014, ainsi qu'à un point de presse le lendemain pour réagir à la situation en Ukraine, notamment en Crimée. Elle a également coparrainé une table ronde lors de la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue du 27 au 29 août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Elle promeut les libertés fondamentales et les droits de l'homme, en collaboration avec diverses entités et missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le président de Ukrainian World Congress a rencontré à plusieurs reprises des hauts fonctionnaires de l'ONU à New York et à Vienne, pour discuter de la situation en Ukraine et de la nécessité pour la communauté internationale de veiller au plein respect de la Charte des Nations Unies par tous ses États Membres

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Ukrainian World Congress a contribué à la fourniture d'une aide humanitaire et de produits médicaux à l'Ukraine.

13. Un Techo para Mi País

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Un Techo para Mi País est une organisation dirigée par des jeunes, présente dans 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Objectifs et mission

L'organisation entend éliminer la pauvreté dans les bidonvilles à travers l'effort conjoint des familles vivant dans le dénuement extrême en menant des actions par l'intermédiaire de jeunes bénévoles et à travers le développement de la communauté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de Un Techo para Mi País entrent dans le cadre de la réduction de la pauvreté, de l'éducation et de la formation, du logement et de l'hébergement, de l'inclusion sociale et de la promotion du développement de la jeunesse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un Techo para Mi País a pris part aux réunions suivantes :

- La cinquantième session de la Commission du développement social à New York du 1^{er} au 10 février 2012;
- Le premier Forum sur le logement abordable, organisé par Habitat for Humanity International en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) pour identifier des solutions aux défis urbains en Amérique latine en 2012;

- La vingt-cinquième session ordinaire du Conseil des droits de l’homme pour discuter des défis urbains en Amérique latine, à Genève du 3 au 28 mars 2014, au cours de laquelle elle a organisé l’événement parallèle intitulé « la pauvreté, l’exclusion et le droit au logement en Amérique latine »; et
- Le septième Forum urbain mondial organisé par ONU-Habitat à Medellín en Colombie du 5 au 11 avril 2014.

En outre, elle a organisé le premier Forum habitat et réduction de la pauvreté en collaboration avec ONU-Habitat et Habitat for Humanity International pour analyser l’inégalité dans les villes colombiennes, le 10 octobre 2014 à Bogotá.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Un Techo para Mi País a coopéré avec les organismes des Nations Unies à travers les canaux suivants :

- Elle a contribué à des publications : « Las voces de los Adolescentes en villas y asentamientos en Buenos Aires » en 2013, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l’enfance et « La pobreza en San Salvador. Desde la mirada de sus protagonistas », en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement en 2014;
- Elle a signé un protocole d’accord avec le Programme des villes du Pacte mondial des Nations Unies en 2011;
- Elle a reçu des fonds de l’ONU-Habitat pour mettre en œuvre un programme de renforcement des compétences en Argentine en 2011;
- La municipalité de Dubaï et ONU-Habitat ont décerné à l’organisation le « Prix international de Dubaï pour les meilleures pratiques (transfert des meilleures pratiques) », 2012;
- Elle a reçu des fonds de ONU-Habitat pour mettre en œuvre un programme de formation professionnelle et de renforcement personnel, sur l’emploi et les affaires au profit de 50 jeunes issus de 16 bidonvilles de Montevideo, en 2012; et
- Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a soutenu Un Techo para Mi País dans la célébration de la première Conférence des dirigeants communautaires d’Amérique latine pour promouvoir l’échange d’expériences entre ces responsables sur le continent et construire une identité latino-américaine forte.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L’organisation a contribué à l’objectif du Millénaire pour le développement n° 1 dans ses 19 pays d’intervention à travers les activités susmentionnées. En outre, elle a célébré la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté en octobre de chaque année au cours de la période considérée.

14. Union internationale contre le cancer

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Fondée en 1933, l'Union internationale contre le cancer, dont le siège social se trouve à Genève, compte plus de 800 organisations membres réparties dans 155 pays, au nombre desquelles figurent les principales sociétés de lutte contre le cancer du monde, les ministères de la santé, les instituts de recherche et les groupes de patients qui se dressent contre la crise du cancer qui ne fait que gagner du terrain.

Objectifs et mission

L'Union internationale contre le cancer entend « fédérer la communauté du cancer pour réduire le fardeau mondial du cancer, promouvoir une plus grande équité et intégrer la lutte contre le cancer dans le programme de santé et de développement du monde ». Elle s'engage à atteindre les objectifs de la Déclaration mondiale sur le cancer d'ici 2025 en se positionnant à la pointe dans les actions suivantes : fédérer les efforts de la communauté mondiale de la lutte contre le cancer, préconiser l'intégration du cancer dans le programme mondial de la santé, et coordonner des projets de renforcement des capacités mondiales à fort impact.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Union internationale contre le cancer est un membre fondateur de NCD Alliance (Alliance des maladies non transmissibles) et au cours de la période 2011-2014, elle a œuvré dans ce cadre à intégrer le cancer et les autres maladies non transmissibles dans le programme de développement pour l'après-2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont pris part aux réunions suivantes :

- L'audition interactive avec la société civile sur les maladies non transmissibles, à New York, le 16 juin 2011 ;
- La réunion de haut niveau sur la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles, à New York les 19 et 20 septembre 2011, lors de laquelle elle a prononcé le discours d'ouverture au nom de la société civile ;
- L'audition interactive informelle avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, le secteur privé et le milieu universitaire sur la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles, à New York le 19 juin 2014 ; et
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour examiner et évaluer globalement la Déclaration politique de 2011 concernant les maladies non transmissibles, à New York les 10 et 11 juillet 2014, lors de laquelle le président de l'organisation a prononcé le discours d'ouverture au nom de la société civile.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Union internationale contre le cancer et l'Organisation mondiale de la santé ont adopté un programme de travail conjoint pour la période 2015-2017. En 2014, elle a été admise en qualité d'ONG partenaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En 2014, l'organisation a renouvelé son partenariat stratégique avec le Programme d'action en faveur de la cancérothérapie de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Elle a organisé le Sommet mondial des dirigeants contre le cancer qui se tient chaque année, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Centre international de recherche sur le cancer. En 2014, l'organisation a examiné le projet de publication du Fonds des Nations Unies pour l'enfance intitulé « Savoir pour sauver » et coordonné la contribution de toutes les associations membres de NCD Alliance. Lancée en juillet 2011, l'Initiative mondiale pour le développement des registres du cancer est le fruit d'un multipartenariat dirigé par le Centre international de recherche sur le cancer, qui réunit l'Organisation mondiale de la Santé, l'Union internationale contre le cancer et plus de 20 autres grandes organisations internationales et régionales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2011 à 2014, l'Union internationale contre le cancer a mené un certain nombre d'activités entrant dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1, 3, 4, 5 et 6 :

- Accroître l'accès à la prévention, le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus;
- Sensibiliser et mettre en œuvre des programmes visant à réduire les disparités dans l'accès au diagnostic, au traitement et aux soins du cancer chez les enfants;
- Accroître l'accès à la vaccination pour lutter contre les infections qui causent le cancer; et
- Renforcer les capacités des pays dans la prise en charge du cancer.

15. Union internationale des avocats

Statut consultatif spécial : 1971

Introduction

L'Union internationale des avocats est une association professionnelle juridique qui consacre ses activités à la défense des droits de l'homme, à l'état de droit et la recherche de la paix. Elle regroupe environ deux millions d'avocats de plus de 120 pays, ainsi que des juges, des étudiants en droit et des enseignants.

Objectifs et mission

L'organisation promeut l'excellence professionnelle à travers des séminaires, des séances de formation et d'autres événements; établit des contacts d'affaires entre les participants aux événements et les collègues; défend la cause des avocats

qui peuvent subir des pressions ou des menaces; et dénonce les entraves au bon fonctionnement du système judiciaire et des associations du barreau légalement constituées.

Changements à signaler

En octobre 2014, l'Union internationale des avocats a modifié trois articles de ses statuts dans le but de promouvoir l'égalité des sexes en son sein.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Union internationale des avocats organise des congrès, des séminaires et des sessions annuelles de formation pour promouvoir l'état de droit. Un représentant de l'organisation préside l'équipe de la coalition qui travaille sur la disposition relative au crime d'agression dans le Statut de Rome. L'Union internationale des avocats participe au World Justice Project. Elle agit au nom des droits des avocats et autres défenseurs des droits de l'homme et soutient les droits à une procédure régulière. Elle met également l'accent sur l'accès à la justice et les sujets de responsabilité d'entreprise.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période 2011-2014, l'Union internationale des avocats a participé aux réunions suivantes :

- Les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme à New York;
- Les dix-neuvième, vingtième et vingt-et-unième sessions de la Commission du développement durable; la dix-neuvième réunion préparatoire intergouvernementale de la Commission; le deuxième Comité préparatoire de la Commission; la troisième réunion intersession sur le développement durable, ainsi que la réunion préparatoire;
- La deuxième réunion préparatoire et la deuxième réunion intersession de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20); et les première et troisième négociations informelles sur l'avant-projet de document final dans le cadre de la préparation de la Conférence;
- Les dixième et treizième sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable; la deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable;
- La quarante-septième session et les réunions de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, dont plusieurs sessions de groupes de travail II à V;
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit de 2012;
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement de 2013; et
- Le dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement de 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2014, l'Union internationale des avocats a organisé un séminaire conjoint avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à Turin, en Italie, sur le thème de la défense en droit pénal international. En mai 2014, elle a organisé un exposé de dirigeants du barreau au siège des Nations Unies à New York, qui a enregistré 171 participants venus de 32 pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.
